



RENDU EXECUTOIRE LE

29 JUIL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 28/07/2022

Reçu en préfecture le 28/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220728-22_A_SE_0207-AR

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0207

du 28 JUIL. 2022

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

Autorisant l'APAJH 86 au regroupement et à la diminution de capacité des sections annexes de l'ESAT « Henri Bucher », à Vivonne, et de l'ESAT « René Jaud », à Châtellerault, par transformation de l'offre médico-sociale,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'instruction N° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en oeuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 2002-DISS-SE-174 du 18 novembre 2002 portant extension de 4 places de la section foyer de vie – annexe au Centre d'Aide par le Travail Henri Bucher, à Vivonne ;

VU l'arrêté n° 2013-A-DGAS-DHV-SE-217 du 12 juillet 2013 fixant la capacité d'autorisation de la section annexe rattachée à l'ESAT « René Jaud » de Châtellerault ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0208 du **28 JUIL. 2022** fixant les conditions d'habilitation à l'aide sociale en vigueur ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2017-2021 conclu avec l'APAJH 86 et signé le 30 juin 2017, et son avenant signé le 14 mars 2022 ;

CONSIDERANT que la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature de FINESS induit la modification d'intitulé pour la catégorie d'établissement, le type d'accueil et le public accompagné ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens en vigueur par lequel une transformation de l'offre progressive (diminution de places de foyer d'hébergement au profit de l'augmentation de places de foyer de vie et de SAVS avec la notion de file active et fermeture de places de sections annexes) a été organisée depuis 2017, permettant de concilier la nécessité de faire correspondre l'offre aux besoins du territoire de la Vienne et celle de prendre en compte les nouveaux besoins de la population accueillie dans les ESSMS du secteur du handicap ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

Article 1^{er} : L'Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés de la Vienne (APAJH 86) est autorisée à regrouper et diminuer les capacités des sections annexes de l'ESAT « Henri Bucher », à Vivonne (initialement de 20 places), et de l'ESAT « René Jaud », à Châtellerault (initialement de 16 places).

Ce regroupement permet une adaptation de l'offre sur le territoire départemental en fonction des besoins des travailleurs des ESAT de l'APAJH, dont la capacité est dorénavant fixée à 16 places.

Article 2 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINSS) :

1°) Entité juridique :

N° FINSS	860010792
Raison sociale	Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH)
Adresse	25 Rue Saint Nicolas 86440 MIGNE AUXANCES
Statut juridique	61 – Association Loi de 1901 Reconnue d'utilité publique

2°) Entités géographiques :

Entité établissement principal	E.A.N.M. « Section annexe – ESAT R. Jaud »
n° FINSS	860792969
Code catégorie	449 – Etablissement d'Accueil Non Médicalisé
Adresse	12 rue Denis Papin 86100 CHATELLERAULT
Capacité	8

Discipline		Mode de fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
965	Accompagnement et accueil non médicalisé de Personnes handicapées	21	Accueil de jour	117	Déficience intellectuelle	8

Entité établissement secondaire	E.A.N.M. « Section annexe – ESAT H. Bucher »
n° FINSS	860790450
Code catégorie	449 – Etablissement d'Accueil Non Médicalisé
Adresse	Zone Artisanale de l'Anjouinière 86370 VIVONNE
Capacité	8

Discipline		Mode de fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
965	Accompagnement et accueil non médicalisé de Personnes handicapées	21	Accueil de jour	117	Déficience intellectuelle	8

Article 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale.

L'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0208 du **28 JUL. 2022** fixe les conditions d'habilitation à l'aide sociale en vigueur.

Article 4 : La présente autorisation ne modifie pas la date de renouvellement des autorisations initialement fixées au 3 janvier 2032.

Le renouvellement de l'autorisation de ces deux structures reste subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité des prestations délivrées, mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles et effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de fonctionnement de 15 ans.

Conformément aux décrets 2022-695 du 26 avril 2022 et 2022-742 du 28 avril 2022, l'évaluation est effectuée par un organisme accrédité par le COFRAC ou tout organisme européen équivalent et selon un calendrier défini par les autorités en charge des autorisations. L'établissement devra transmettre l'évaluation au Département et à la Haute Autorité de santé.

Article 5 : Le titulaire de l'autorisation transmet avant la date d'entrée en service de la nouvelle capacité autorisée à l'autorité compétente une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité des établissements principal et secondaire aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 312-1.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement des E.A.N.M. « Section annexe – ESAT R. Jaud » et « Section annexe – ESAT H. Bucher » par rapport aux caractéristiques prises en considération pour la présente autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienn86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 – 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens» sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienn86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 – 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens» sur le site www.telerecours.fr).

Article 9 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **28 JUIL. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON